

**Assemblée générale**

Cinquante-neuvième session

23^e séance plénièreVendredi 8 octobre 2004, à 10 heures
New York*Documents officiels*

Président : M. Ping (Gabon)*La séance est ouverte à 10 h 5.***Point 10 de l'ordre du jour (suite)****Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/59/1)**

M. Zhang Yishan (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise souhaite remercier le Secrétaire général pour son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/59/1), qui décrit de façon détaillée l'action menée par l'Organisation des Nations Unies dans différents domaines durant l'année écoulée, analyse les défis actuels et présente des recommandations riches d'enseignements qui méritent un examen approfondi par tous les pays.

Je voudrais centrer ma déclaration sur quatre points découlant du rapport.

Premièrement, sur le sujet de la paix et de la sécurité, comme il est noté dans le rapport, l'année 2004 a été singulièrement fertile en événements, vue dans la perspective historique de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies a joué un rôle important dans la recherche de solutions aux problèmes de l'Iraq, du Soudan, de l'Afghanistan, de la République démocratique du Congo, de la Côte d'Ivoire et d'Haïti, et nous exprimons notre satisfaction à cet égard. Cependant, il faut reconnaître que la situation dans de nombreux foyers régionaux de conflits a connu des revers.

Parallèlement, des menaces non traditionnelles à la sécurité, comme le terrorisme, se multiplient et l'Organisation des Nations Unies continue de faire face à de nombreuses difficultés.

La situation en matière de sécurité en Iraq demeure préoccupante. Des civils innocents continuent de souffrir du chaos et le processus de paix et la reconstruction à l'issue de la guerre ont encore un long chemin à parcourir. La Chine estime que l'Organisation des Nations Unies devrait jouer un rôle plus important dans le processus de paix et contribuer au succès des élections en Iraq. Nous sommes en faveur de la convocation opportune d'une conférence internationale sur l'Iraq et nous espérons que, grâce à cette conférence, les parties concernées pourront aplanir leurs divergences, améliorer leur compréhension mutuelle et promouvoir conjointement la sécurité et la stabilité en Iraq.

Les perspectives d'un processus de paix au Moyen-Orient restent sombres. Les forces israéliennes ont récemment lancé une action militaire de grande envergure dans la bande de Gaza, et le conflit entre la Palestine et Israël s'est intensifié. Nous exhortons les forces israéliennes à se retirer aussi tôt que possible et lançons un appel aux deux parties pour qu'elles fassent preuve de retenue, renouent le dialogue le plus rapidement possible et réunissent les conditions pour la réelle mise en œuvre de la Feuille de route. Le mécanisme du Quatuor devrait également promouvoir ces efforts avec vigueur.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



Lors du débat général, la plupart des pays ont évoqué la question du Darfour, au Soudan. À l'instar de tous les autres pays, la Chine est très préoccupée par la situation humanitaire et en matière de sécurité au Darfour. Nous appuyons le rôle prédominant que joue l'Union africaine à cet égard, nous accueillons avec satisfaction les efforts entrepris par le Gouvernement soudanais à ce jour et espérons qu'il continuera d'intensifier ses efforts et parviendra à enregistrer des progrès importants dans des domaines clés.

Les causes du problème du Darfour sont complexes. La communauté internationale devrait faciliter la recherche d'une solution par des moyens constructifs, car des sanctions ne feront que compliquer davantage le problème. Durant l'année écoulée, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies ont augmenté de manière sensible, et les forces et ressources disponibles ne suffisent pas pour répondre aux besoins dans ce domaine. Le Secrétaire général font appel à tous les États – en particulier aux pays développés – pour qu'ils fournissent à l'Organisation des Nations Unies un appui politique accru, ainsi que des forces et des ressources. Nous espérons que les pays développés prendront rapidement des mesures concrètes en réponse à l'appel du Secrétaire général.

L'an dernier, des attentats terroristes se sont produits successivement à Madrid, Istanbul, Jakarta, Moscou et Beslan. Cela montre que le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive restent des défis réels et graves que nous devons relever. C'est seulement en renforçant la coopération internationale, en traitant les symptômes et les causes profondes du terrorisme et en évitant d'appliquer deux poids deux mesures que l'on pourra trouver une solution à ce problème.

Deuxièmement, s'agissant de la question du développement, nous observons une caractéristique remarquable du débat général de cette année : tous les pays sont plus préoccupés par la question du développement. La majorité écrasante des pays en développement ont exigé d'avoir davantage voix au chapitre dans les affaires économiques internationales afin de pouvoir être véritablement indépendants sur le plan économique. Le développement est à la base des progrès de la civilisation humaine. Seul un développement mondial réalisé en coordination, de façon équilibrée et universelle, est susceptible de permettre l'instauration durable de la paix et de la

stabilité dans le monde. Sans prospérité et sans progrès dans les pays en développement, les idéaux de paix et de stabilité mondiales resteront de simples chimères.

Dans l'immédiat, il nous faut d'urgence inverser la tendance croissante à l'élargissement du fossé entre le Nord et le Sud et à la paupérisation de certains pays en développement. La solution réside dans une adaptation aux exigences de la mondialisation de l'économie, dans l'accroissement du poids des pays en développement dans la prise de décisions au niveau des affaires économiques internationales et dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international juste et raisonnable pour permettre à la mondialisation de bénéficier au monde entier.

Nous devons mettre en place un système d'échanges multilatéral complet, ouvert et équitable et faire progresser les négociations commerciales multilatérales sur la base de l'entente et de concessions mutuelles. Nous devons également nous attacher plus sérieusement à améliorer le système financier international et à favoriser la croissance de l'économie mondiale. Les pays développés doivent honorer leurs obligations et leurs responsabilités et appuyer davantage les pays en développement en ce qui concerne les marchés, les ressources, les technologies, l'allègement de la dette et les termes de l'échange, et ils doivent mettre en place un partenariat mondial avec les pays en développement. Parallèlement, la coopération Sud-Sud doit être renforcée. Les pays en développement doivent unir leurs efforts pour progresser, participer largement aux affaires internationales et modifier progressivement leur position désavantagée dans le processus de mondialisation de l'économie.

Le sommet de l'ONU, l'an prochain, sera axé sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement. Nous espérons que le sommet permettra de cristalliser le consensus, qu'il obligera la communauté internationale à faire plus attention à la question du développement, qu'il accroîtra l'attention apportée au développement et qu'il sera source d'énergie renouvelée dans les efforts continus pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Troisièmement, concernant le multilatéralisme et le rôle des Nations Unies, nous notons qu'il existe déjà un vaste consensus sur le renforcement du multilatéralisme et le rôle de l'ONU. Comme l'a fait

observer le Secrétaire général au cours de la troisième séance, « N'allons pas croire que, si nous n'en faisons pas bon usage, nous trouverons nécessairement un autre instrument plus efficace. » La Chine est tout à fait d'accord avec cette conclusion. L'évolution de la situation internationale au cours de l'année écoulée montre une fois de plus qu'il est impossible de répondre aux différentes menaces à la sécurité que doit relever l'humanité et de réaliser un développement commun sans multilatéralisme et sans mécanismes multilatéraux centrés autour du système des Nations Unies.

La Chine appuie l'ONU dans ses efforts pour rester en phase avec l'époque et mener à bien les réformes raisonnables qui s'imposent. L'objectif de la réforme doit être de renforcer le rôle moteur de l'ONU dans les affaires internationales, d'en accroître l'efficacité, d'en améliorer la capacité à faire face aux menaces et aux défis qui se présentent et de mieux faire entendre la voix commune et les besoins des pays en développement. Nous sommes favorables à un élargissement approprié du Conseil de sécurité et au renforcement de la représentation des pays en développement à titre prioritaire. Nous appuyons le travail du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement et nous nous réjouissons de découvrir de nouvelles idées, de nouvelles réflexions et de nouvelles recommandations sur la réforme du système des Nations Unies dans le rapport du Groupe.

Quatrièmement, s'agissant de la question de l'état de droit dans les relations internationales, le Secrétaire général, M. Kofi Annan, a insisté sur l'importance de l'état de droit et développé ce point dans sa déclaration à l'Assemblée générale. Nous souscrivons au point de vue du Secrétaire général et nous pensons qu'il importe au plus haut point de respecter l'état de droit dans les relations internationales. Que ce soit pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales ou la promotion du développement et la protection des droits de l'homme, il est toujours nécessaire de respecter l'état de droit et, en particulier, de se conformer à la Charte des Nations Unies – qui est en quelque sorte la constitution des relations internationales.

Le Secrétaire général, M. Kofi Annan, a fait observer que les pays qui prétendent à la légitimité sur leur territoire doivent également respecter l'état de droit dans les relations internationales. Chacun devrait garder cela à l'esprit. Appliquer les règles du droit

international de façon sélective à son seul avantage, tout en rejetant les règles moins favorables ne contribue pas à favoriser et faire régner l'état de droit et la justice dans le contexte international. Nous espérons que grâce aux efforts conjoints du Secrétaire général et de toutes les parties, nous réaliserons vraiment la primauté du droit et la démocratie dans les relations internationales.

M. Moungara-Moussotsi (Gabon) : Monsieur le Président, ma délégation est très fière et heureuse de vous voir présider avec brio et compétence les travaux de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée générale. La délégation gabonaise sait également gré au Secrétaire général de la qualité et de la concision du rapport qu'il a mis à la disposition des États sur l'activité de l'Organisation. Notre propos portera essentiellement sur les questions de paix et de sécurité.

En consacrant la première partie de son rapport aux questions ayant trait à la paix et à la sécurité, le Secrétaire général nous offre l'occasion de nous rappeler combien sont énormes les défis posés non seulement à notre sécurité mais également au développement et au bien-être de nos peuples. En effet, les tueries en masse perpétrées par des groupuscules terroristes sans foi ni loi constituent désormais une atteinte sérieuse à la paix et à notre sécurité collective. Ciblés hier, les actes terroristes n'épargnent désormais personne, tuant sans distinction militaires et civils innocents. Le renforcement de la lutte contre ce fléau par le biais de la coopération ainsi que l'application de la réglementation relative à la répression d'actes terroristes est plus que nécessaire.

Dans le même temps, il importe de poursuivre avec détermination le processus de désarmement général et complet en mettant un terme à la prolifération des armes de destruction massive. Cela suppose, entre autres, l'abandon de la production des matières fissiles et le renforcement du contrôle de la production, du commerce et de l'utilisation de matériels pouvant servir à fabriquer des armes de destruction massive, qu'elles soient nucléaires, bactériologiques ou chimiques. Ce faisant, nous diminuerions les risques de voir ces types d'armes et de produits échouer entre les mains d'organisations criminelles et terroristes.

La relance de la diplomatie multilatérale du désarmement par le truchement des mécanismes appropriés s'impose comme un impératif si l'on veut

parvenir à l'élimination des armes de destruction massive et débarrasser le monde du spectre d'une catastrophe nucléaire. De même, la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, adopté en juillet 2001, doit être poursuivie par les États Membres tant au plan national qu'au plan international. Nous nous félicitons d'une part des progrès accomplis dans ce sens par les États Membres qui ont adopté ça et là des moratoires en vue de la lutte contre la prolifération des armes légères et, d'autre part, de la tenue des réunions prévues par le Programme d'action.

Dans cette optique, les consultations sur la conclusion d'un instrument juridique contraignant dans le domaine du traçage et du marquage des armes légères doivent se poursuivre car il s'avère, hélas, que le terrorisme, tout comme les conflits armés, se nourrit également de l'accumulation excessive et déstabilisatrice des armes légères.

Nous marquons par ailleurs notre accord avec le Secrétaire général lorsqu'il parle de la multiplicité ces derniers temps des missions de maintien de la paix. En effet, l'ONU a été particulièrement sollicitée au cours de ces dernières années, eu égard à l'émergence de nouveaux conflits armés. Les capacités de l'ONU dans le domaine du maintien de la paix, bien qu'ayant connu une amélioration très sensible, sont mises à rude épreuve par l'ampleur sans précédent de la demande.

Il conviendrait donc que les ressources allouées aux opérations de maintien de la paix soient augmentées de façon substantielle afin de permettre à l'ONU de faire face avec efficience aux nombreuses sollicitations. Pour encourager davantage les États Membres à fournir des troupes, il paraît nécessaire de renforcer la sécurité et la sûreté des personnels des missions de maintien de la paix et les contacts avec les pays fournisseurs. Mon pays, le Gabon, pour sa part continuera à participer aux opérations de maintien de la paix aux côtés des autres États Membres.

Dans son rapport, le Secrétaire général mentionne aussi la contribution des organismes s'occupant du développement dans la prise en compte des causes profondes des conflits. Tout en manifestant notre gratitude à ces organismes, nous les exhortons à renforcer leurs interventions qui s'inscrivent à la fois dans l'optique de la prévention et de l'approche intégrée pour la résolution des conflits.

Nous nous souviendrons, en effet, que dans son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'un développement et d'une paix durables en Afrique (A/52/871), le Secrétaire général mentionnait déjà qu'à moins d'éliminer ces causes, l'on ne pourra véritablement mettre un terme aux conflits. Parmi ces causes, il conviendrait de souligner la pauvreté qui fragilise et menace l'ordre, la cohésion nationale, la sécurité des institutions démocratiques, et expose ainsi les pays aux conflits armés. Aussi, l'ONU se doit-elle de faire preuve d'innovation dans la mobilisation du soutien international en vue du développement des États Membres, notamment les pays en voie de développement.

En ce qui concerne particulièrement la région d'Afrique, il y a lieu de reconnaître les profondes réformes entreprises par les Africains eux-mêmes en vue d'améliorer la gouvernance, instaurer la démocratie et la stabilité, lutter contre la pauvreté et la maladie, et jeter les bases d'une intégration régionale véritable, comme le témoigne la mise en place du Nouveau Partenariat pour le développement économique de l'Afrique (NEPAD). Les engagements pris par la communauté internationale, notamment le Groupe des Huit en faveur du soutien au NEPAD, devraient être tenus afin d'éviter la réédition de l'expérience du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique dans les années 90.

Concernant la réforme de l'ONU, ma délégation se félicite des résultats déjà obtenus dans le domaine de la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale. Mais il nous faut parvenir au renforcement du rôle central de l'Assemblée générale, l'organe principal le plus représentatif de l'ONU.

Tout en reconnaissant les avancées significatives en ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail du Conseil de sécurité, il nous faut également poursuivre les discussions en vue de son élargissement dans les deux catégories de membres permanents et non permanents en vue d'en faire un organe beaucoup plus représentatif et beaucoup plus démocratique. Les chefs des délégations qui se sont succédés à cette tribune lors du débat général ont unanimement plaidé en faveur de la recomposition de cet organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Pour terminer, nous voudrions insister sur la nécessité d'un suivi adéquat de toutes nos délibérations

au sein des Nations Unies pour rompre avec la rhétorique et traduire en actes les conclusions de nos échanges.

M. Hackett (Barbade) (*parle en anglais*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole à la présente session pour intervenir sur cette question, je voudrais m'associer à ceux qui avant moi vous ont félicité, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale. Nous vous promettons notre plein appui.

Je voudrais d'emblée exprimer la gratitude de la délégation barbadienne au Secrétaire général pour les efforts inlassables qu'il a déployés à la direction des activités de l'Organisation durant ce qu'il a appelé une année singulièrement fertile en événements. Je voudrais également le remercier de son rapport très complet sur l'activité de l'Organisation au cours de l'année écoulée (A/59/1). Le rapport met en lumière certaines des grandes questions et difficultés auxquelles l'Organisation a dû faire face pendant cette période. La Barbade se félicite du rapport et voudrait faire des observations sur certaines questions.

Au cours de l'année écoulée, l'Organisation a eu à gérer un certain nombre de crises diverses dans le monde dans les domaines politique, humanitaire et économique. Pourtant, l'Organisation ne dispose pas de capacité d'intervention d'ensemble lui permettant de relever efficacement tous ces défis.

C'est la raison pour laquelle la délégation barbadienne estime qu'un processus continu d'examen, de réforme et de restructuration de l'Organisation est nécessaire. À cet égard, nous attendons avec impatience le rapport du Secrétaire général sur les travaux de son Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement. Nous nous félicitons également de l'adoption de la résolution 58/316 sur les nouvelles mesures pour la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale et nous nous proposons de travailler étroitement avec les autres États Membres de l'Organisation pour faire en sorte que ses dispositions soient scrupuleusement mises en œuvre. Nos travaux sur la revitalisation ne sont toutefois pas complets. Il nous faut continuer à surveiller l'application de la résolution afin de déterminer quelles autres améliorations sont à apporter aux méthodes de travail de l'Assemblée.

La réforme du Conseil de sécurité est un autre domaine auquel, de l'avis de la Barbade, une

importance plus grande doit être accordée. Comme l'a déclaré le Ministre des affaires étrangères de la Barbade dans son intervention lors du débat général (voir A/59/PV.12), « le Conseil doit devenir plus représentatif de la composition actuelle de l'ONU, ainsi que plus transparent dans ses méthodes de travail et plus démocratique dans sa prise de décisions ».

L'augmentation substantielle des demandes d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies au cours de l'année écoulée reflète, à notre sens, la foi renouvelée dans l'ONU et confirme le rôle que l'ONU devrait jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité. À cet égard, la Barbade se félicite de la création de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti et espère que la Mission bénéficiera des ressources et de l'appui nécessaires lui permettant de s'acquitter efficacement de sa mission.

La Barbade s'associe aux délégations qui sont d'avis que l'ONU offre le meilleur cadre de coopération internationale. Nous restons pleinement attachés à l'importance renouvelée du multilatéralisme en tant que principal moyen offert à la communauté internationale pour réagir face aux problèmes mondiaux nombreux et variés.

La Barbade reconnaît que le terrorisme international fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité mondiales. Toutefois, nous partageons l'avis du Secrétaire général lorsqu'il dit, dans son rapport, que pour la majeure partie de la population mondiale, les fléaux les plus immédiats ont pour nom la pauvreté, la faim, le manque d'eau potable, la dégradation de l'environnement et les maladies endémiques ou infectieuses.

Étant donné les liens entre ces domaines et les Objectifs du Millénaire pour le développement, la Barbade estime que des efforts accrus doivent être déployés aux niveaux tant national qu'international pour entreprendre des activités qui faciliteraient la réalisation des objectifs d'ici 2015. Nous attendons avec intérêt la réunion de haut niveau, prévue pour l'an prochain, qui dressera le bilan des progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire. La Barbade entend participer activement au processus d'examen.

La Barbade estime que les activités de l'Organisation dans le domaine du développement durable revêtent une importance particulière. Nous reconnaissons et saluons les progrès accomplis dans la

réalisation des objectifs fixés en ce qui concerne les thèmes sur lesquels la Commission du développement durable de l'ONU avait porté son attention au début de sa session, à savoir l'eau, l'assainissement et établissements humains.

Nous considérons cependant que les questions de changements climatiques, de gestion des catastrophes, de préparation aux catastrophes et de vulnérabilité aux catastrophes doivent se voir affecter un degré de priorité plus élevé dans l'ordre du jour des travaux de la Commission. La Barbade et la plupart des autres pays insulaires des Caraïbes ont connu cette année une augmentation de la fréquence et de l'intensité des ouragans, qui ont entraîné de grandes destructions et ravagé certaines de nos économies. Nous attendons avec intérêt l'appui de la communauté internationale, en particulier celui de l'ONU, s'agissant de déterminer les moyens d'atténuer les effets de ces phénomènes climatiques qui peuvent s'avérer catastrophiques et qui, d'après les données scientifiques, semblent être liés au réchauffement de la planète.

Je voudrais pour terminer féliciter le Secrétaire général pour ses efforts visant à améliorer l'administration et la gestion de l'Organisation dans son ensemble. Nous avons relevé avec satisfaction les initiatives qui ont été prises pour renforcer la capacité de l'Organisation à réagir rapidement et efficacement aux crises et à renforcer la sécurité, tant au Siège que dans les bureaux extérieurs, à la lumière des menaces croissantes à la sécurité. L'inauguration au début de l'année d'un cybersystème d'enregistrement et de base de données sur les fournisseurs de l'ONU mérite une attention spéciale, et la Barbade s'attend que cette initiative particulière soit couronnée de succès l'an prochain.

Nous sommes également encouragés par l'observation faite dans le rapport du Secrétaire général, selon laquelle un nombre important de réformes proposées en 1997 et en 2002 ont déjà été mises en œuvre. Nous considérons que cela démontre bien que l'Organisation renouvelle sa capacité, face aux défis mondiaux qui l'attendent.

M. Loizaga (Paraguay) (*parle en espagnol*) : Je voudrais d'emblée vous dire, Monsieur le Président, la satisfaction de ma délégation de vous voir présider les délibérations de cette Assemblée. Vos qualités personnelles et professionnelles nous donnent l'assurance que la cinquante-neuvième session sera

couronnée de succès. Vous pourrez compter sur l'appui ferme et constant de la délégation paraguayenne.

Je voudrais également remercier le Secrétaire général du rapport détaillé qu'il nous a présenté sur l'activité de l'Organisation (A/59/1). Nous partageons l'avis que l'année a été singulièrement fertile en événements. Les conflits qui ont surgi dans différentes régions du monde, le maintien de la paix, la lutte contre le terrorisme international et la menace de l'utilisation d'armes de destruction massive ont principalement retenu l'attention de notre Organisation, reléguant à l'arrière-plan l'action à mener pour combattre des menaces plus immédiates pour la majorité des populations du monde, telles que la pauvreté, la faim, l'éducation, la dégradation de l'environnement et les maladies endémiques ou infectieuses. Ces besoins nécessitent des réponses urgentes aux revendications légitimes de nos peuples en vue d'atteindre un niveau de vie qui soit compatible avec la dignité humaine.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, les progrès dans l'application des objectifs énoncés dans la Déclaration du Millénaire ont produit certains résultats positifs, mais les avancées ont été dans l'ensemble inégales. Le Paraguay est persuadé qu'en travaillant de manière solidaire en vue de réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement nous contribuerons à la fois à réduire les causes de la violence et à éviter qu'elles ne soient exploitées par des êtres malveillants cherchant à les manipuler dans un but politique, afin de nous détourner des moyens civilisés d'atteindre des objectifs destinés uniquement à promouvoir le progrès et le développement économique et social de nos peuples.

Nous pensons qu'une alliance sincère entre les pays développés et ceux en développement ainsi que le respect sans condition des engagements souscrits dans le Consensus de Monterrey contribueront de manière efficace à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous partageons l'avis du Secrétaire général lorsqu'il dit

« Les faits qui ont marqué l'actualité durant l'année écoulée ont mis en évidence la menace persistante que le terrorisme fait peser sur la paix et la sécurité internationales, et la nécessité d'une coopération internationale de grande envergure pour la contrer ». (A/59/1, par. 75)

C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons que confirmer notre engagement et les responsabilités qui sont les nôtres en tant que Membres de l'ONU, aux fins de rendre à la communauté internationale la sécurité et la protection nécessaires.

Notre Organisation a besoin de l'appui résolu des États Membres et de la coopération internationale, car personne ne peut affirmer que nous sommes à l'abri des attaques du terrorisme international, comme les faits l'ont prouvé. Néanmoins, cette lutte contre le terrorisme doit progresser conformément à notre attachement aux principes de protection et de respect de la liberté de la personne, des droits de l'homme et de l'état de droit, principes méconnus ou rejetés par ces groupes de terroristes. En demeurant fidèles à ces principes, nous serons en mesure de vaincre le terrorisme international.

La République du Paraguay voudrait réaffirmer devant cette Assemblée générale son plein appui et sa coopération, afin que notre Organisation puisse jouer le rôle principal qui est le sien dans la lutte contre le terrorisme.

La politique des droits de l'homme représente une des pierres angulaires de la politique extérieure de notre gouvernement et, en tant que membre de la Commission des droits de l'homme, le Paraguay est déterminé à encourager le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde et continuera d'œuvrer avec la plus grande objectivité, en respectant pleinement les normes et principes en vigueur. De même, nous réaffirmons notre plein appui au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

Au cours de la période considérée dans le rapport du Secrétaire général, nous constatons qu'il est fait mention de l'accroissement de la demande d'activités de maintien de la paix de l'ONU, ce qui met l'Organisation dans la situation difficile de réagir et de trouver la capacité et l'efficacité nécessaires pour mener à bien ces missions de paix. Le Paraguay participe depuis le premier trimestre 2001 à diverses opérations de maintien de la paix autorisées par le Conseil de sécurité et continuera de le faire dans la limite de ses possibilités.

Le Paraguay appuie fermement le processus de renforcement du système des Nations Unies. Il estime que ce processus doit continuer d'être centré sur la revitalisation de l'Assemblée générale, le renforcement

du Conseil économique et social, ainsi que la réforme du Conseil de sécurité et de ses méthodes de travail, car notre Organisation est un instrument de la communauté internationale qui doit évoluer et s'adapter aux réalités du siècle nouveau. L'ONU est au service de nos peuples; ce ne sont pas nos peuples qui sont au service de l'ONU.

Ce processus doit assurer la pleine participation des États Membres dans des conditions égales, de manière aussi transparente et démocratique que possible, comme le prévoit la Charte, pour faire en sorte que l'intérêt général prédomine sur les intérêts particuliers.

Nous sommes encouragés par le fait que le Secrétaire général mentionne expressément dans son rapport les besoins spécifiques des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement. Pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, les États sans littoral font l'objet d'un plan d'action, qui a été adopté en août 2003 à Almaty, au Kazakhstan, avant d'être adopté par l'Assemblée générale afin de répondre de façon appropriée à nos besoins particuliers.

Le Paraguay, qui est responsable à Genève de la coordination des questions liées au commerce et au développement pour le Groupe des 31 pays en développement sans littoral, continuera d'exiger, aussi bien lors des négociations de l'Organisation mondiale du commerce que dans d'autres enceintes appropriées, que l'on réserve un traitement spécial et différencié à l'accès de nos produits au marché international. Nous comptons à cet égard sur l'appui des États Membres.

Lors de la onzième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), tenue en juin dernier, à Sao Paulo, au Brésil, les États membres de la CNUCED sont convenus, dans le Consensus de Sao Paulo, de revitaliser les activités de l'Organisation afin de permettre, notamment, qu'une attention particulière soit accordée aux besoins spécifiques des pays en développement sans littoral de façon à compenser quelque peu leurs handicaps en matière d'accès au marché international. Les surcoûts liés au transport de nos exportations et de nos importations absorbent 14,1 % de nos recettes d'exportation contre 8,6 % dans les pays en développement et 4 % dans les pays développés. Conjugué aux importants retards

accumulés au passage des frontières des pays de transit, cela a des effets négatifs sur le développement économique et social de nos pays.

Nous espérons recevoir des institutions financières internationales, des organismes de développement internationaux et des pays donateurs l'appui nécessaire pour mobiliser, à des conditions préférentielles et par des moyens novateurs, les ressources supplémentaires dont nous avons besoin pour acquérir les infrastructures permettant la consolidation et l'établissement de réseaux intérieurs conduisant aux ports maritimes des pays de transit.

La situation au Moyen-Orient, en particulier la question israélo-palestinienne, n'a pas évolué vers la fin de la spirale de violence, ce qui entraîne un nombre croissant de pertes en vies innocentes parmi les deux peuples. Nous engageons donc vivement les parties prenantes à renouer sans délai le dialogue en vue de reprendre les négociations, conformément à la Feuille de route, et à s'acquitter de leurs obligations. Le Paraguay appuiera pleinement tous les efforts du Quatuor.

Pour terminer, je voudrais dire que le Paraguay suit attentivement et avec inquiétude l'évolution de la situation dans diverses régions du monde où sont retardés le rétablissement et le maintien d'un ordre international stable. Nous ne devons pas faiblir dans notre détermination d'investir tous nos efforts et toutes nos ressources dans la recherche de la réconciliation et du règlement pacifique des conflits par la voie du dialogue et de la compréhension mutuelle, dans le cadre des normes et de la primauté du droit international.

M. Toro Jiménez (Venezuela) (*parle en espagnol*) : La délégation de la République bolivarienne du Venezuela intervient devant l'Assemblée générale pour remercier le Secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan, de son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/59/1). Il s'agit d'un document riche en informations et utile, et j'aimerais m'arrêter un instant sur certains points.

Nous voudrions réaffirmer que notre pays souscrit et coopère aux efforts et aux travaux entrepris par l'ONU, dans le difficile contexte de l'invasion de l'Iraq, lourde de conséquences pour le vaillant peuple iraquien. Nous réaffirmons également notre appui et notre coopération à la mission qui reviendra à l'Organisation dès la fin de l'occupation,

conformément à son obligation de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Le Venezuela a foi en l'ONU en tant qu'organisation centrale démocratique au sein d'une société internationale elle aussi démocratique et fondée sur le développement socioéconomique et sur le multilatéralisme. Nous avons foi en l'ONU en tant qu'instrument et instance capable de mettre en place un monde multipolaire, interdépendant et pacifique. Dans ce contexte, notre action est axée sur la promotion d'une coopération internationale visant essentiellement à renforcer la coopération Sud-Sud, dans le but d'atteindre l'objectif premier qui est de combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, qui font obstacle à l'autodétermination de nos peuples et compromettent gravement la stabilité démocratique des États.

Bien que saluant les avancées accomplies sur la voie de la réalisation des objectifs définis lors du Sommet du Millénaire, nous notons que ces avancées sont déséquilibrées. Le Venezuela comprend que ces buts ne peuvent être atteints qu'en présence de politiques économiques et sociales concrètes, de gouvernements imbus de sagesse et en harmonie avec leur peuple, d'une mobilisation massive de ressources en faveur du développement, d'un rapprochement continu entre les pays en développement et d'une action concertée entre ces pays et les pays développés, auxquels il incombe en premier lieu de créer un monde axé sur le progrès économique et social des peuples. La mise en œuvre de mesures visant à éliminer la pauvreté et à redresser cette injustice séculaire est la condition sine qua non d'un nouvel ordre mondial humain et juste.

Le Venezuela participe activement à la lutte contre la pauvreté, et ce, en dépit des actions antinationales et subversives entreprises en 2002 pour compromettre la stabilité de mon pays et le développement de ses institutions.

Dans son *Rapport mondial sur le développement humain* pour 2003, le Programme des Nations Unies pour le développement signale l'augmentation de l'indice de développement humain du Venezuela. L'espérance de vie est passée de 72,9 ans en 2000 à 73,5 ans en 2001. Le taux d'inscription dans l'enseignement primaire est, lui, passé de 65 % en 1999 à 68 % en 2000 et 2001.

Ces statistiques encourageantes sont le résultat d'une augmentation substantielle du budget de l'État

consacré à la santé, à l'éducation et à la mise en œuvre de politiques publiques offrant aux personnes les plus démunies des services de base, y compris à domicile, afin de surmonter les effets du recul économique subi par notre pays ces dernières décennies.

Au Venezuela, comme notre Président l'a fait observer, nous pensons que pour réduire la pauvreté, il faut donner le pouvoir au peuple. C'est à cette fin que nous donnons le pouvoir au peuple, en mettant en œuvre des programmes solides ayant une forte incidence sociale. Au titre des programmes éducatifs, il convient de mentionner les missions Robinson I et II pour l'alphabétisation générale; le programme José Félix Rivas, destiné à la population adulte exclue du système d'éducation officiel et la mission Antonio José de Sucre, qui permet aux individus exclus du système universitaire de suivre un enseignement supérieur.

Nous avons également mis en œuvre des programmes de santé, tels que le plan « Barrio adentro », dont l'objectif est de garantir l'accès aux soins de santé pour les secteurs de la population laissés-pour-compte, qui souffrent de maladies liées aux années de pauvreté et d'abandon; la mission Guacaipuro, destinée à intégrer les populations autochtones à la société et à garantir la reconnaissance véritable de leurs droits constitutionnels; la mission Mercal, qui veille à ce que la population ait en permanence accès aux produits de première nécessité à bon marché; et la mission Vuelvan Caras, qui se propose de transformer le modèle socioéconomique du pays, que nous avons élargi et renforcé avec la création d'un nouveau Ministère de l'économie populaire, nouveau service public conçu pour parvenir au développement général et endogène du pays et pour nous libérer ainsi du système néolibéral qui nous emprisonnait jusqu'à récemment encore.

En résumé, la logique qui sous-tend tous ces programmes est d'éliminer la pauvreté et ses effets les plus néfastes et d'offrir des conditions de vie dignes aux Vénézuéliens d'aujourd'hui et de demain en veillant, et j'insiste vivement sur ce point, à ce qu'ils participent véritablement aux transformations socioéconomiques du pays. Notre pays prend donc des mesures énergiques et confiantes en faveur de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Les droits de l'homme ne sauraient en aucun cas être sacrifiés dans la lutte contre le terrorisme

international. Un tel sacrifice serait ridicule et contradictoire et constituerait un crime en soi. Si les gouvernements répondaient aux besoins fondamentaux de leur population en matière d'alimentation, de logement, de santé et d'éducation, nous pourrions paisiblement bâtir un monde libéré du terrorisme. Les efforts consistant à combattre le terrorisme par un terrorisme accru, et par une violence et une répression encore plus grandes sont futiles. La réponse au terrorisme réside dans le respect d'autrui et de ses droits fondamentaux.

Pour terminer, nous sommes persuadés que ces aspects sont fondamentaux et qu'ils exigent qu'on leur accorde une attention urgente, si nous voulons bâtir le monde auquel nous aspirons, un monde juste et équitable où chacun aurait sa place.

M. Gallegos Chiriboga (Équateur) (*parle en espagnol*) : Tout d'abord, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport sur l'activité de l'Organisation, qui nous permet d'évaluer les résultats importants enregistrés dans les efforts pour relever les défis auxquels la communauté internationale est confrontée, ainsi que les obstacles et les difficultés inhérents à cette tâche.

Le Secrétaire général fait remarquer que l'année écoulée a été éprouvante pour l'ONU. Ma délégation partage sa préoccupation et réitère que les Membres de l'ONU doivent assumer la responsabilité collective qui est la leur afin de garantir que le mécanisme multilatéral, qui repose sur le respect du droit international et non sur la prédominance de la force, fonctionne correctement. Le système collectif que nous avons créé se fonde sur la conviction que le respect du droit international et l'élimination du recours à la menace et à l'emploi de la force sont fondamentaux pour assurer la coexistence des peuples qui composent la communauté internationale. Compte tenu de toutes nos différences et de toutes nos divergences, le dialogue et la négociation sont préférables au recours à la force.

À l'approche du soixantième anniversaire des Nations Unies, nous devons examiner l'histoire et analyser les échecs essuyés par l'Organisation, qui ont mis en péril l'existence même du multilatéralisme. L'ONU est devenue l'arbitre de la paix et de la sécurité, le garant des droits de l'homme et de la dignité humaine, le promoteur du développement socioéconomique et le forum où s'expriment les

visions pour l'avenir dans un cadre de respect mutuel et d'espoir que nos peuples connaîtront en des conditions de vie et des jours meilleurs pour nos peuples. Les moyens dont on dispose actuellement ne suffiront jamais face à l'ampleur et à la complexité de la tâche.

Tous les Équatoriens voient avec inquiétude proliférer, aux quatre coins de la planète, des conflits touchant des millions d'êtres humains. Ces conflits se transforment en catastrophes humanitaires et touchent plus particulièrement les groupes les plus vulnérables de la société, à savoir les enfants, les femmes, les personnes âgées et les handicapés. En mars de cette année, j'ai eu l'honneur de conduire une délégation du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en République démocratique du Congo, et j'ai pu voir les effets terribles de la guerre sur les individus les plus vulnérables dans ce pays frère. Lorsque l'on met un visage humain sur de froides statistiques, l'on comprend aisément l'ampleur de la tragédie. La multiplication des conflits où les enfants prennent les armes et deviennent des assassins avant même de fréquenter l'école est une illustration de cette tragédie. Lorsque les femmes, les piliers de la société, deviennent des cibles militaires, c'est la société même que l'on essaie de détruire. Les espoirs de milliers et de millions de personnes sont placés dans les décisions que nous prenons dans cette salle et dans toutes les autres, et nous devons être conscients de nos responsabilités éthiques et morales.

Les conflits se sont étendus et la guerre interne est le phénomène nouveau de notre temps. La nouvelle frontière pour l'ONU est de régler ces conflits et de procéder à la reconstruction à l'issue de la guerre. Conscient de la nature mondiale du problème, l'Équateur s'est engagé dans la cause de la paix et a décidé de participer activement aux opérations de paix des Nations Unies. Le Gouvernement équatorien contribuera aux efforts de la communauté internationale pour protéger les droits de l'homme des civils sans foyer, des femmes et des enfants sans défense, des personnes âgées et des handicapés. Nous allons déployer des contingents pour aider à reconstruire les infrastructures en Haïti, car notre peuple est solidaire et doté d'une grande compassion.

La Conférence du désarmement doit reprendre son rôle et négocier de nouveaux accords sur la maîtrise des armements et le désarmement, en accordant une attention particulière à l'élimination des

armes de destruction massive, qui continuent de menacer l'humanité tout entière. Le Secrétaire général indique dans son rapport qu'il est préoccupé par la lenteur des progrès réalisés dans le processus de désarmement, ainsi que par les violations des engagements en matière de non-prolifération, les preuves de l'existence d'un réseau nucléaire clandestin et la menace de voir les terroristes recourir à des armes de destruction massive.

L'Équateur attache une grande importance aux efforts déployés par l'Organisation pour éliminer, combattre et empêcher le trafic des armes légères sous tous ses aspects, ainsi qu'à ceux qu'elle déploie pour éliminer les mines antipersonnel.

Mon pays est une terre d'asile pour des milliers de nos frères colombiens qui ont trouvé dans la paix qui règne en Équateur un refuge à un conflit qui a des répercussions sur ma patrie. Nous sommes reconnaissants au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et à l'ONU de leur appui et de leurs efforts, mais ils sont insuffisants. L'Équateur appelle la communauté internationale à appuyer les efforts humanitaires et à protéger la paix dans notre pays.

Le peuple et le Gouvernement équatoriens sont convaincus de la nécessité d'appliquer et de respecter pleinement les droits de l'homme, et ils continueront de développer une culture internationale de respect de l'être humain sur la base des principes fondamentaux, des traités internationaux, des tribunaux internationaux et de la Cour pénale internationale, pour juger les violations des droits de l'homme.

L'Équateur a eu l'honneur de présider le Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale globale et intégrée pour la protection et la promotion des droits et de la dignité des personnes handicapées. Cet instrument international est une garantie nécessaire au plein exercice des droits de l'homme de 600 millions d'êtres humains. Et je prends la liberté de demander, ici dans cette salle, l'appui de tous à la cause des personnes handicapées afin que nous puissions parachever la convention lors des prochaines sessions du Comité spécial et accorder à ces personnes extraordinaires les droits et la protection de la communauté internationale.

La pauvreté et la faim, la dégradation de l'environnement, la pénurie d'eau, les épidémies et les maladies endémiques ou infectieuses touchent des

milliards d'êtres humains. Cette marginalisation et ce déséquilibre structurel de l'architecture internationale ne peuvent que s'aggraver si l'on ne prend pas d'urgence des mesures qui permettront de réduire l'écart entre les riches et les pauvres, entre les nantis et les défavorisés. C'est là la véritable source de la violence et du désespoir. Le développement est essentiel pour donner aux hommes et aux femmes la possibilité de développer leur potentiel en tant qu'êtres humains. Il ne saurait y avoir de sécurité sans bien-être, en dépit de tous les murs et de toutes les chaînes érigés aux frontières. Pour donner de plus grandes chances à tous les êtres humains, il faut envisager non seulement une coopération internationale mais des échanges commerciaux équitables non corrompus par les subventions énormes qui condamnent des millions de personnes à la pauvreté et au désespoir.

Le déplacement de millions d'êtres humains en quête d'une vie meilleure pour leurs familles est un phénomène qui mérite l'attention de la communauté internationale. Ces hommes et ces femmes contraints de quitter leur pays pour chercher du travail contribuent au développement des pays d'accueil en générant des richesses immenses pour ces sociétés. Nous devons rechercher des solutions à ces problèmes, des solutions qui permettent de créer des emplois, d'orienter les investissements et de parvenir à des niveaux comparables de bien-être dans les pays d'origine, afin de réduire cette migration qui a de graves effets sur les sociétés des pays d'où viennent ces migrants. Mais surtout, l'Équateur estime que tous les pays doivent respecter les droits de l'homme des migrants.

L'Équateur condamne le terrorisme dans toutes ses manifestations et continuera de coopérer avec la communauté internationale dans la lutte directe contre ce fléau. Le phénomène du terrorisme international, dont l'une des manifestations est qu'il transcende les frontières nationales, exige un effort collectif et une coopération internationale. Ma délégation convient avec le Secrétaire général que la lutte contre le terrorisme ne doit pas être menée aux dépens des libertés fondamentales et de la dignité de la personne. Le rapport du Secrétaire général signale qu'en 2003 quelque 700 catastrophes ont fait 75 000 morts et causé des dommages économiques évalués à plus de 65 milliards de dollars. L'Équateur étant un pays vulnérable aux catastrophes naturelles, il apprécie au

plus haut point les initiatives concrètes de collaboration de l'ONU dans ce domaine.

La délégation équatorienne tient à mentionner la détérioration du climat mondial et les dégâts provoqués par les changements climatiques et le réchauffement de la planète. L'Équateur juge particulièrement importants le suivi et l'étude du phénomène El Niño. C'est pourquoi il participe aux efforts déployés au Centre international de recherche sur le phénomène El Niño de Guayaquil (Équateur) qui permettront à la communauté internationale de bien comprendre cet énorme problème planétaire.

En dépit des obstacles et des défis énormes auxquels l'humanité est confrontée, la communauté internationale nous aide à bâtir un monde meilleur. C'est un monde interdépendant à responsabilité partagée, comme l'indique la Charte et comme le réaffirme la Déclaration du Millénaire. Sans un effort conjoint, il n'y aura pas de solution viable aux problèmes complexes auxquels l'humanité fait face.

Le Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, créé par le Secrétaire général, présentera son rapport en décembre, mais seuls les Membres de l'Organisation pourront décider d'une réforme de l'architecture internationale. Des changements sont nécessaires et indispensables. Les défis d'aujourd'hui ne sont pas ceux que connaissait la communauté internationale il y a 60 ans, quoi qu'en disent ceux qui tentent d'arrêter le cours du temps et de l'histoire. L'année 2005 sera déterminante pour définir le lien très étroit entre sécurité et développement. Du fait de ce lien, il faut impérativement mettre en place un programme global qui n'exclue pas les besoins des uns au profit de ceux des autres. La réforme de l'architecture internationale est indispensable.

Ma délégation réaffirme sa conviction qu'il faut adopter des mesures de réforme radicales pour que l'Assemblée générale soit efficace et puisse s'acquitter des mandats et réaliser les objectifs des peuples qu'elle représente, pour que le Conseil de sécurité soit plus démocratique, plus transparent et plus représentatif et que le Conseil économique et social promeuve le développement humain dans ses dimensions sociales, économiques et culturelles. La réforme doit inclure les institutions de Bretton Woods et l'Organisation mondiale du commerce.

Pour terminer, je tiens à rendre hommage aux victimes de l'attentat contre les bureaux des Nations Unies à Bagdad. Il faut garantir la sécurité du personnel des Nations Unies et le drapeau bleu qui nous représente doit être le symbole du respect de l'humanité.

M. Belinga-Eboutou (Cameroun) : Chaque année, à l'occasion de la session de l'Assemblée générale, les peuples du monde entier tournent vers l'ONU des regards inquiets et pleins d'espoir. Inquiets, nos peuples le sont parce que menacés dans leur existence, menacés par les conflits intranationaux qui laissent ruines, familles disloquées et endeuillées, qui contraignent à un exil parfois sans fin et causent d'indicibles souffrances. Ils sont menacés par la faim, la maladie et la pauvreté. Ils sont menacés par les violations persistantes des droits de l'homme et de la dignité humaine, et cela, hélas, du fait des hommes.

Alors, nos peuples se tournent pleins d'espoir vers l'ONU, qui a été créée pour maintenir la paix et la sécurité, pour promouvoir, pour tous, le développement et assurer, pour tous, le respect, par tous, des droits de l'homme. Ils se tournent vers l'ONU et demandent : « Jusqu'à quand ? » Nous sommes heureux, à la recherche des réponses à cette supplication interrogative de nos peuples. Nous sommes heureux de pouvoir disposer d'une boussole : le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation.

Dans ce rapport, le Secrétaire général inclut sa vision sur les principales interrogations et préoccupations de l'humanité, sur les questions et les problèmes les plus importants auxquels l'ONU et la communauté internationale doivent faire face. Dans ce rapport, il indique les actions menées par l'ONU et esquisse, pour l'avenir, des mesures pour aller plus loin. Je tiens à rendre hommage au Secrétaire général pour l'exhaustivité et la nature globale de ce rapport (A/59/1). Un rapport qui frappe par sa tonalité et sa dimension humaniste. Il est, en effet, tout entier construit autour de l'homme – l'homme qu'il faut préserver des conflits, l'homme qu'il faut désenchaîner de la faim et de la pauvreté, l'homme qu'il faut protéger de la précarité, l'homme qu'il faut enfin libérer des atteintes à la dignité de sa personne et à ses droits. Il s'agit donc d'un document riche et plein d'enseignements qui inspirent. La densité et la profondeur des déclarations entendues au cours de ces débats en témoignent.

Intervenant à ce stade de nos débats – je suis le dernier orateur, la dernière séance de l'Assemblée générale consacrée à ce rapport, dernier jour de la semaine – j'arrive trop tard, quand tout a été dit, souvent très bien dit, et parfois excellemment dit. Je renonce donc à prononcer le discours qui a été préparé pour la circonstance. J'y renonce d'autant plus volontiers que nous aurons l'occasion de revenir sur l'ensemble des questions soulevées par ce rapport.

Permettez-moi cependant de donner quelques indications sur nos préoccupations. Tout d'abord, nous savons gré au Secrétaire général de consacrer une partie de son rapport – la plus grande partie – à l'Afrique et à l'action de l'Organisation des Nations Unies en Afrique pour que règne dans ce continent la paix et pour que, dans ce continent, la pauvreté recule. En faisant cela, le Secrétaire général situe son action et ses préoccupations dans le prolongement de la Déclaration du Millénaire, où les chefs d'État du monde se sont engagés à accorder aux besoins de l'Afrique une attention prioritaire toute spéciale.

Pour ce qui est de la paix, force est de constater que des progrès considérables ont été accomplis. Excepté des conflits armés dans six ou sept pays, l'Afrique connaît une situation politique relativement stable. Ceci contraste avec la situation qui était la sienne en 1998, au moment de la publication par le Secrétaire général du rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique (A/52/871). Très rapidement, on se souviendra qu'à l'époque, il y avait des conflits armés ou des guerres civiles dans 14 pays africains, et il y avait des crises et des troubles politiques graves dans 11 pays. L'action de l'Organisation des Nations Unies en appui aux efforts africains a été pour beaucoup dans cette stabilité recouvrée de l'Afrique.

Il me plaît ici de rendre hommage à l'action du Secrétaire général dans notre sous-région et particulièrement son implication personnelle dans certaines situations particulières qu'il évoque dans son rapport au paragraphe 29 :

« En ce qui concerne l'appui apporté par l'ONU au règlement pacifique de conflits potentiellement violents, je me félicite des progrès sensibles accomplis par le Cameroun et le Nigéria, avec l'aide de l'ONU, en vue de l'application de l'arrêt rendu en octobre 2002 par la Cour internationale de Justice concernant la

frontière terrestre et maritime entre les deux pays. Ces progrès ont été réalisés dans le cadre de la Commission mixte Cameroun-Nigéria, que j'ai créée à la demande des chefs d'État des deux pays ... L'opération de retrait de l'administration civile ainsi que des forces militaires et de police de chacun des deux États des zones relevant de la souveraineté de l'autre État, engagée par la Commission, et le transfert correspondant d'autorité, comme demandé par la Cour, viendront approfondir la coopération entre le Cameroun et le Nigéria. »

Puisse la communauté internationale continuer à user de son influence pour que ces terres de paix et de coopération tant attendues adviennent enfin.

Les progrès accomplis dans le sens de la paix nous réconfortent. Par contre, nous inquiète le constat selon lequel l'Afrique, l'Afrique au sud du Sahara, ne sera pas au rendez-vous de 2015 et ne pourra pas atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, malgré un taux de croissance moyen annuel actuel d'environ 4,5 %. Il lui faudra, nous dit-on, attendre 2147, c'est-à-dire le milieu du XXII^e siècle. Nous reviendrons sur cette question lors de l'examen du point 38 a) de l'ordre du jour relatif aux progrès de la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

J'en viens à mon dernier point : la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales à caractère régional. Nous nous félicitons du renforcement continu de cette coopération, notamment pour ce qui est de l'Afrique, avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, avec la Communauté de développement de l'Afrique australe et avec l'Autorité intergouvernementale sur le développement. Nous aurions tant souhaité voir dans ce rapport des indications quant à la coopération avec la Communauté économique des États d'Afrique centrale. Nous nous y attendions d'autant plus que dans le rapport de l'année dernière, le Secrétaire général avait annoncé qu'il avait, à la demande du Conseil de sécurité, dépêché en Afrique centrale une mission interinstitutions pour évaluer les voies et moyens de dynamiser cette coopération. Nous sommes sûrs que lors de l'examen

du point de l'ordre du jour relatif à la coopération entre l'ONU et les organisations régionales que nous pourrions à cette occasion des éléments de ce rapport, et que nous pourrions être informés de l'abondante moisson ramenée par cette mission interinstitutions de notre région.

Voilà les quelques points que, très brièvement, ma délégation voulait soulever lors de l'examen du rapport du Secrétaire général.

Je lisais ce matin une étude consacrée au fanatisme. Oui, nous vivons dans un monde marqué par le fanatisme. Le fanatisme qui est refus de l'autre, refus d'ouverture, refus de partage. Le fanatisme est donc à l'origine et source de conflits. Pour combattre ce fanatisme, il nous faut cultiver et pratiquer la fidélité à l'homme.

Et comme le rappelle la sagesse africaine, le passé et le présent ne font qu'un dans la même volonté de préserver l'homme. Aujourd'hui plus qu'hier nous avons le devoir d'affirmer notre fidélité à nos peuples, de forger pour eux le futur – ce futur dont nos chefs d'État ont tracé les contours au Sommet du Millénaire. Un monde où l'homme sera enfin libéré de la peur, de toutes les peurs; un monde où l'homme sera à l'abri du besoin; donc un monde de paix.

Tel est le message que nous retenons du rapport du Secrétaire général. Telle sera également notre réponse à nos peuples, inquiets parce que menacés dans leur existence; à nos peuples qui chaque année, à l'occasion des sessions de l'Assemblée générale, se tournent vers l'ONU avec cette supplication : « Jusqu'à quand? Jusqu'à quand? »

Pourquoi, au cœur de la violence, l'homme ne conserve-t-il pas toujours l'utopie de la paix?

Le Président : Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, publié sous la cote A/59/1?

Il en est ainsi décidé.

Le Président : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 10 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 11 h 25.